

**MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS****MARCHE D'ACHAT DE PRESTATIONS DE SERVICES SYLVICOLES
MISE EN PLACE DE PLANTS, DE PROTECTIONS ET DE PIQUETS****CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES
(CCATP)****APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN**

(Passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique)

**ACCORD CADRE A EXECUTION MIXTE MULTI-ATTRIBUTAIRES
n° 2025-8830-015****Objet de la consultation**

Le présent accord cadre a pour objet des prestations de mise en place de plants, éventuellement accompagnées de la mise en place de protections individuelles, pour les unités de production Drôme-Ardèche, Isère et Savoie de la Direction territoriale ONF Auvergne Rhône Alpes et sur l'ensemble du périmètre de la Direction territoriale.

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts
Direction territoriale Auvergne Rhône Alpes
143, Rue Pierre Corneille
69003 LYON Cedex 03

Représenté M. Nicolas KARR, directeur territorial de l'Office National des Forêts Auvergne Rhône-Alpes

Sommaire

1	IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	4
1.1.	Pouvoir adjudicateur	4
1.2.	Personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre	4
1.3.	Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)	4
1.4.	Personne auprès duquel des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus	4
1.5.	Personne auprès de qui des renseignements d'ordre juridique peuvent être obtenus	4
1.6.	Comptable assignataire des paiements	4
2	OBJET DE L'ACCORD CADRE - PROCEDURE	5
2.1.	Objet de l'accord-cadre	5
2.2.	Procédure	5
2.3.	Classification CPV	5
3	CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE	5
3.1.	Forme de l'accord-cadre	5
3.2.	Modalités d'attribution de l'accord cadre	6
3.2.1.	Lots N° 1 à 11	6
	Dans le deuxième cas de figure, les prix indiqués au bordereau des prix unitaires ne s'appliquent pas et le titulaire chiffre librement la prestation demandée	6
3.2.2.	Lot N° 12	6
3.3.	Modalités d'attribution des bons de commandes des lots 1 à 11	6
3.4.	Délais	6
3.4.1.	Délais d'émission et d'acceptation des commandes des lots 1 à 11	6
3.4.2.	Délai de réalisation des travaux	7
3.5.	Modalités d'attribution des marchés subséquents	7
3.7.	Prestations similaires	7
3.8.	Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	7
4	RECAPITULATIF DES LOTS	8
4.1.	Décomposition en lots	8
4.2.	Liste des prestations	8
4.3.	Conditions standard de réalisation des prestations	9
4.4.	Conditions non standard, donnant lieu à des suppléments de prix	9
5	DESCRIPTION DES TACHES TECHNIQUES ELEMENTAIRES	9
5.1.	Consignes générales	9
5.2.	Contrôle et prise en charge des plants (réception)	10
5.3.	Période de mise en place	10
5.4.	Schéma de plantation et jalonnement temporaire	11
5.5.	Outils préconisés pour la plantation	11
5.6.	Décapage superficiel du terrain	11
5.7.	Mise en terre des plants	11
5.8.	Mise en place des protections individuelles	12
5.9.	Mise en place et peinture de jalonnages de repérage de plants	13
5.10.	Comptage des plants installés	13
6	PRISE EN COMPTE DES RISQUES ET DE LA SECURITE	13
7	CONTROLE ET RECEPTION DU CHANTIER	13

8	EVALUATION DE LA REPRISE DES PLANTS ET GARANTIE DE REPRISE	14
9	DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE.....	15
10	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	15
10.1.1.	Passation des commandes	15
10.1.2.	Modification d'un bon de commande	16
10.1.3.	Suspension d'un bon de commande	16
10.1.4.	Résiliation d'un bon de commande	16
11	PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT	16
11.2.1.	Nature des prix	16
11.2.2.	Contenu des prix	16
11.3.1.	Avance	17
11.3.2.	Acomptes	17
11.3.3.	Facturation	17
11.3.4.	Transmission des factures	17
11.3.5.	Paie ment des sous-traitants	17
11.3.6.	Délai global de paie ment	18
11.3.7.	Nantissement ou cession de créance	18
12	PENALITES	18
13	DROIT, LANGUE	18
14	ASSURANCE	19
15	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	19
16	REGLEMENT DES DIFFERENTS	20

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR**1.1. Pouvoir adjudicateur**

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Auvergne Rhône-Alpes, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 00489 dont le siège est à 143, Rue Pierre Corneille - 69003 LYON Cedex 03

1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre

La personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre est le directeur territorial, agissant en vertu de la délégation de pouvoir n° 2021.01 du 18 janvier 2021 accordée par le Directeur général de l'O.N.F. aux directeurs territoriaux :

Mr KARR Nicolas
Directeur Territorial
143, Rue Pierre Corneille 69003 LYON

1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

Mme ABONNENC Valérie
Agence Comptable Secondaire DT AURA
12, Allée des Eaux et Forêts - BP103 - 63370 LEMPDES
Téléphone : 06.10.03.85.79
Courriel : valerie.abonnenc@onf.fr

1.4. Personne auprès duquel des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus

Mr STACH Nicolas
Adjoint à la Directrice Agence Travaux DT AURA
143, rue Pierre Corneille – 69003 LYON
Téléphone : 06 03 42 67 99
Courriel : nicolas.stach@onf.fr

1.5. Personne auprès de qui des renseignements d'ordre juridique peuvent être obtenus

Mme CUILLERIER Patricia
Cheffe du Service Financier et Juridique
143, Rue Pierre Corneille 69003 LYON
Téléphone : 06.23.58.03.09
Courriel : patricia.cuillerier@onf.fr

1.6. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent comptable secondaire au sein de la direction territoriale.

2 OBJET DE L'ACCORD CADRE - PROCEDURE

2.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord cadre porte sur des prestations de mise en place de plants pour la campagne 2025-2026, éventuellement accompagnées, lorsque stipulé dans le lot et la commande :

- de la peinture et mise en place de jalonnages ou de piquets aux fins de repérage des plants (les jalonnages et piquets seront fournis par l'ONF) ;
- de la mise en place de protections individuelles des plants (les protections seront fournies par l'ONF).

Pour chaque lot, le prix indiqué au bordereau des prix unitaires inclut :

- La participation de l'entreprise titulaire aux opérations de réception et de contrôle des plants (article 5.2) ;
- Le stockage des plants en conteneurs (articles 5.2) ;
- Le transport des plants sur le chantier (article 5.2) ;
- L'installation d'un jalonnement temporaire (article 5.4) ;
- La mise en place des plants (articles 5.7) ;
- La mise en place de protections individuelles (fournies par l'ONF), si stipulée au bon de commande (article 5.8) ;
- Le repérage des plants par mise en place de jalonnages (fournies par l'ONF) si stipulé au bon de commande, jalonnages à peindre par le titulaire (article 5.9) ;
- La tenue à disposition d'un calepin de comptage des plants (article 5.10) ;
- La participation aux opérations de réception du chantier (article 7) et de constat de la reprise des plants (article 8). Il est rappelé que la prestation est soumise à garantie de reprise, sauf pour la variante obligatoire qui concerne une prestation sans garantie de reprise (article 8) ;
- L'amenée et le repli du matériel de chantier de l'entreprise. Le titulaire pourra solliciter le responsable ONF du suivi de chantier afin de déterminer un lieu de stockage des outils et engins éventuels. Il lui appartient de les faire acheminer jusqu'au chantier, par les moyens appropriés à la voirie d'accès.

L'exécution de ce marché est régie le cahier national des prescriptions des travaux et services forestiers (CNPTSF) et les clauses générales d'achat de prestations de services forestiers en forêt domaniale dans sa version 9200-17-DCC-SAM-001- version F – mai 2022

2.2. Procédure

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert européen passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

77200000-2	Services sylvicoles.
------------	----------------------

3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

3.1. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord cadre à exécution mixte en application des articles L.2162-1 et R.2162-1 à R.2162-14 du code de la commande publique, qui prévoit :

- une exécution par bons de commande tant que les prestations sont prévues au bordereau des prix unitaires ;
- une exécution par marchés subséquents (remise en concurrence des titulaires) lorsque les prestations ne sont pas prévues au bordereau des prix unitaires ou lorsqu'elles sont réalisées sur un périmètre de la DT AURA en dehors de celui des lots 1 à 12. Dans ce cas, les titulaires seront invités à chiffrer les nouvelles prestations demandées.

3.2. Modalités d'attribution de l'accord cadre

3.2.1. Lots N° 1 à 11

Les lots 1 à 12 sont multi-attributaires, chaque lot est attribué à un nombre maximum de soumissionnaires précisé dans le tableau du § 4.1. Les candidats peuvent présenter une offre pour un, plusieurs ou la totalité des lots de la consultation.

Les lots 1 à 11 font l'objet d'une exécution mixte :

- par bons de commande tant que les prestations à réaliser sont prévues au bordereau des prix unitaires ;
- par remise en concurrence du (es) titulaire(s) lorsque les prestations demandées ne sont pas prévues au bordereau des prix unitaires.

Dans le deuxième cas de figure, les prix indiqués au bordereau des prix unitaires ne s'appliquent pas et le titulaire chiffre librement la prestation demandée

3.2.2. Lot N° 12

Le lot n°12 s'exécute uniquement par remise en concurrence. Il est mis en œuvre lorsque les titulaires des lots à exécution mixte ne sont pas disponibles pour réaliser les prestations commandées ou pour des prestations annexes (traitement répulsif ou modalité différente de mise en place de plants notamment) à réaliser, ou pour des prestations à réaliser en Auvergne-Rhône-Alpes sur des secteurs différents des lots 1 à 11.

Le lot 12, est attribué sans limite d'attributaires. Ces derniers pourront être, soit les attributaires des lots de 1 à 11 ayant fait une offre sur ce lot, soit d'autres candidats présentant des qualifications suffisantes ayant fait une offre sur ce lot.

3.3. Modalités d'attribution des bons de commandes des lots 1 à 11

La commande des prestations prévues dans les lots se fera par l'émission de bons de commande qui seront accompagnés d'un plan de localisation de la parcelle à travailler dans le massif forestier, précisant l'itinéraire d'accès au chantier, ainsi que d'un plan du chantier détaillant notamment tous les éléments indispensables à la bonne compréhension de la prestation à réaliser par le titulaire : schéma de plantation, zones à préserver ou zones de retrait à laisser vides de plants.

Le présent marché prévoit un système de majoration des prix permettant de tenir compte des contraintes rencontrées sur les chantiers : les bons de commande mentionneront les conditions du chantier et l'application des éventuelles majorations. Il est recommandé aux titulaires d'aller visiter les chantiers avant acceptation du bon de commande de manière à prendre connaissance des conditions techniques de réalisation des chantiers.

Les bons de commande préciseront :

- l'identification de l'entreprise titulaire et les coordonnées du responsable ONF du suivi du chantier ;
- la référence du présent marché, le numéro du bon de commande et sa date d'émission ;
- la localisation des chantiers (massif, parcelle) et leurs caractéristiques techniques ;
- la quantité prévisionnelle commandée, par type de prestation prévu au BPU ;
- le montant H.T. prévisionnel, tenant compte des éventuelles majorations de prix ;
- la(les) date(s) prévisionnelle(s) de livraison des plants et le(s) délai(s) d'exécution ;
- les éventuelles consignes particulières.

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. L'ONF émet alors un bon de commande rectificatif. Le bon de commande rectificatif fait apparaître, si besoin, le nouveau délai de réalisation de la prestation modifiée. Les bons de commande dont la réalisation aura débuté feront l'objet d'une facturation au vu des prestations réalisées. La modification d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

Concernant les fournitures perçues auprès de l'ONF et non mises en œuvre, elles devront être retournées à l'ONF sur le site où elles ont été perçues. Elles seront soumises à une réception contradictoire. Le cas échéant, des fournitures jugées contradictoirement non réutilisables pourront donner lieu à un remboursement, par déduction d'un montant équivalent sur la facture de travaux.

3.4. Délais

3.4.1. Délais d'émission et d'acceptation des commandes des lots 1 à 11

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commandes.

Les bons de commande seront adressés à chacun des titulaires en fonction de leur classement selon la méthode dite « en cascade des mieux-disant ». Ils seront donc d'abord adressés au titulaire dont l'offre a été classée en première position, puis au deuxième dans le cas où le premier n'a pas la capacité à réaliser la prestation, puis enfin au troisième et suivants, si les deux premiers ne peuvent réaliser la prestation faisant l'objet de la commande.

Chaque titulaire aura un délai de 5 jours ouvrés pour prendre connaissance des travaux figurant au bon de commande, vérifier les conditions de la commande et retourner à l'ONF le bon de commande daté et signé, valant acceptation de la commande. Si, dans un délai de 48 heures à compter de la date d'envoi de la proposition de commande au titulaire, l'ONF n'a pas reçu de réserve de ce dernier, l'ONF contactera par téléphone le titulaire afin de s'assurer de la bonne prise en compte de la commande. En cas d'indisponibilité du titulaire, l'ONF retracera par écrit cette indisponibilité et fera réaliser les prestations par une autre entreprise.

Dans tous les cas en cas d'absence de réponse au terme des 5 jours ouvrés, le bon de commande est réputé refusé et sera adressé au titulaire suivant.

3.4.2. Délai de réalisation des travaux

Les bons de commande préciseront la période de réalisation des travaux, avec une date de démarrage et une date de fin de réalisation. Le délai de réalisation ne pourra pas être de moins de 8 semaines à compter de la date d'émission du bon de commande sauf stipulation expresse du bon de commande.

3.5. Modalités d'attribution des marchés subséquents

Les attributaires de l'accord-cadre seront remis en concurrence dans les conditions qui seront précisées dans le règlement de consultation de chaque marché subséquent.

Le pouvoir adjudicateur attribuera chaque marché subséquent au candidat ayant formulé l'offre la moins disante.

3.6. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations sous réserve de l'acceptation expresse du ou des sous-traitants et l'agrément de ses (leurs) conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Lors de la présentation de chaque sous-traitant, doivent être joints à l'appui du document de déclaration du sous-traitant (formulaire DC4 : annexe à l'acte d'engagement relative à la présentation d'un sous-traitant ou acte spécial) :

- les déclarations et certificats prévus aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique,
- le cas échéant, l'exemplaire unique du marché remis au titulaire en vue d'un éventuel nantissement ou d'une cession de créance, ou une attestation du bénéficiaire de la cession selon laquelle cette cession ne fait pas obstacle à l'agrément du sous-traitant.

La déclaration et l'acceptation du sous-traitant se fera dans les conditions décrites aux articles R.2193-1 à R.2193-16 du code de la commande publique.

3.7. Prestations similaires

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

3.8. Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Ce marché comprend une variante imposée qui concerne la garantie de reprise. Pour chaque lot, les candidats doivent obligatoirement répondre à l'offre de base et à la variante imposée sous peine de voir leur dossier d'offre considéré comme incomplet et donc irrégulier. L'offre de base inclut une garantie de reprise des plants alors que la variante ne le prévoit pas. Les conditions d'application de la garantie de reprise et les modalités de l'offre de base et de la variante sont données dans le § 8 du présent CCATP : évaluation de la reprise des plants et garantie de reprise.

Le pouvoir adjudicateur notifiera chaque lot sur la base de son choix définitif entre l'offre de base et la variante. L'ONF privilégiera l'attribution du marché au regard des offres de base incluant une garantie de reprise, sous réserve de prix acceptables.

4 RECAPITULATIF DES LOTS

4.1. Décomposition en lots

Le marché est composé de 12 lots :

- 13 lots à exécution mixte (lots 1 à 11) ;
- un lot à marchés subséquents (lot 12).

N° Département	N° Lot.	Massif	Responsable du Chantier	Montant maximum € HT	Nombre Maximum d'attributaires
Drôme	1	Royans Drôme des Collines	Damien ROLLAND 06.25.95.20.59	36 000	4
	2	Vercors Diois	Jean-Yves GROSDIDIER 06 27 02 59 60	22 500	4
	3	Haut Diois	Jean-Yves GROSDIDIER 06 27 02 59 60	18 000	4
	4	Sud Drôme	Damien ROLLAND 06.25.95.20.59	15 750	3
Isère	5	Grésivaudan	Maxime MLYNARSKI-GRANIER 06.15.77.49.79	22 500	4
	6	Vercors	David ROZAND 06.76.77.22.47	4 500	1
	7	Chartreuse Voironnais	Maxime MLYNARSKI-GRANIER 06.15.77.49.79	45 000	4
	8	Grenoble	Alexandre MATRINGE 06.14.70.52.23	4 500	1
	9	Oisans Matheysine	Maxime CROS 06.70.09.55.54	13 500	2
	10	Trièves	Maxime CROS 06.70.09.55.54	4 500	1
Savoie	11	Tarentaise	Nicolas ROBERT 06.24.97.31.42	90 000	4
Auvergne- Rhône-Alpes	13	Lot marché subséquent Nicolas STACH 06 03 42 67 99		22 500	Illimité

4.2. Liste des prestations

Les types de prestations prévues au marché et mentionnées au BPU sont les suivantes :

- Mise en place de plants en conteneurs ou en mottes, en potet manuel, en sol travaillé ;
- Mise en place de plants en conteneurs ou en mottes, en potet manuel, en sol non travaillé ;

Ces prestations peuvent se faire en conditions techniques standard (article 4.3) ou non standard (article 4.4).

Les prestations suivantes peuvent également être demandées : dans ce cas, le prix unitaire prévu par plant s'additionne avec le prix de la mise en place, par plant :

- Mise en place de jalonnets ou de tuteurs de repérage des plants (fournis par l'ONF)
- Mise en place de protections individuelles ;

La mise en place du jalonnement, des lignes de plantations à raison d'environ 50 jalons/ha, est incluse dans la prestation. En cas de jalonnement permanent, les jalons sont fournis par l'ONF. Dans tous les cas le prix de leur mise en place est compris dans le prix de mise en place des plants.

NB : Pour un même chantier, les prestations de mise en place de plants – en conditions techniques standard ou non standard, voir articles 4.3 et 4.4 – peuvent se cumuler avec des prestations de fourniture et mise en place de protections individuelles

4.3. Conditions standard de réalisation des prestations

Les prix des différentes prestations de l'article 4.2 à indiquer au Bordereau des prix unitaires s'entendent pour des conditions standard de chantier. Ces conditions sont les suivantes :

- Moins de 15 minutes de marche du véhicule au chantier ;
- Portage < 100 m ;
- Chantier non morcelé ;
- Pente moyenne < 30% ;
- Pénétrabilité moyenne ;
- Sol dégagé de végétation ;
- Sol sans litière épaisse ou broyat ;
- Hauteur des plants < 50 cm ;
- Sol facile à travailler peu compact, peu pierreux, peu de racines.

4.4. Conditions non standard, donnant lieu à des suppléments de prix

Un supplément de prix sera appliqué par addition aux prix unitaires des prestations elles-mêmes selon les contraintes de chantier suivantes :

Critère	Contrainte de chantier	Majoration du prix	Conditions d'application de la majoration
Accès	15 à 30 mn de marche du véhicule au chantier	10%	Applicable pour toute prestation de mise en place de plants, pose de protections individuelles (Hors fourniture des protections)
	30 à 45 mn de marche du véhicule au chantier	20%	
	Plus de 45 mn de marche du véhicule au chantier	30%	
Portage	Portage entre 100 et 200m	15%	
	Portage > 200 m	25%	
Morcellement	Chantier morcelé (plusieurs petites zones de travail < 0,5ha ou <500m chacune)	30%	
Pente	Pente moyenne entre 30% et 60%	30%	Applicable pour les prestations de mise en place de plants sur sol non travaillé uniquement
	Pente forte > 60%	50%	
Nettoyage du sol	Nettoyage de la végétation localisé uniquement	10%	
	Décapage localisé de la litière ou du broyat nécessaire	20%	Applicable sur mise en place de plants par potets manuels sur sol non travaillé uniquement
Sol	Sol difficile à travailler compact, pierreux, racine	50%	

Les suppléments de prix sont susceptibles de se cumuler, si les difficultés techniques de réalisation correspondantes sont présentes sur le même chantier. La majoration du prix indiqué s'applique indépendamment pour chaque contrainte sur le prix unitaire de la prestation standard indiqué au bordereau des prix unitaires.

Les conditions du chantier susceptibles d'occasionner une majoration des prix sont déterminés par l'ONF pour chaque chantier et communiqués au titulaire dans le bon de commande. L'ONF proposera aux titulaires du marché la visite d'une parcelle de référence permettant d'expliquer et d'illustrer les conditions d'application de ces conditions de chantier. La visite de la parcelle de référence sera organisée par l'ONF à destination des titulaires en tout début de campagne de reboisement et avant l'émission des premiers bons de commande. Les entreprises titulaires seront informées et invitées au minima trois semaines avant la date de la visite

5 DESCRIPTION DES TACHES TECHNIQUES ELEMENTAIRES

5.1. Consignes générales

Les prestations commandées seront exécutées conformément aux présentes spécifications et aux dispositions figurant au bon de commande.

Les travaux incluent :

- La production sur le chantier de toutes les fournitures nécessaires à la bonne exécution des travaux,
- Les frais d'outillage et de matériel, y compris éventuellement les locations d'engins ou de véhicules,

- La fourniture et la pose de panneaux de chantier,
- Les installations de chantier (signalétique, baraquement pour le personnel) et l'organisation des travaux,
- Le nettoyage permanent des salissures causées par les engins de chantier sur les voies de circulation automobiles et piétonnes situées à l'extérieur du chantier ou par les personnes sur le chantier.

Les équipes du prestataire comprendront chacune au moins une personne parlant français ou un traducteur.

Les travaux ne doivent pas commencer avant que le bon de commande, signé de l'entreprise, n'ait été reçu par l'ONF. L'entreprise avertira obligatoirement le responsable ONF du chantier avant le démarrage du chantier.

Les portes des éventuels enclos seront refermées après chaque passage.

Des sites archéologiques ou sites d'intérêt pour l'environnement ou la biodiversité (mares, zones protégées...) pourront être présents sur certaines parcelles. Dans ce cas, le responsable ONF de l'exécution des travaux précisera sur le plan la localisation des zones fragiles ou à préserver, les matérialisera sur le terrain si nécessaire et indiquera les précautions à prendre pour la réalisation du chantier.

Le passage des engins de transport de personnels, de plants, de fournitures ou d'engins de chantier sera à éviter sur les éléments constitutifs du site archéologique, et sera strictement proscrit dans les zones protégées.

Des consignes environnementales particulières pourront éventuellement être précisées dans les zones présentant un fort intérêt écologique. Il faudra veiller au respect des particularités écologiques mentionnées au cahier des charges.

Ces prescriptions générales peuvent faire l'objet d'informations supplémentaires indiquées dans le bon de commande.

5.2. Contrôle et prise en charge des plants (réception)

Les plants seront fournis par L'ONF. L'entrepreneur sera avisé le plus à l'avance possible de l'arrivée des plants et à minima 48 H à l'avance.

L'entrepreneur ou son représentant devra être présent à la réception des plants, son absence valant acceptation. Dans le cas où plusieurs réceptions seraient nécessaires, il appartiendra à l'entreprise participer à l'ensemble des réceptions. Au cas où l'entreprise ne serait pas présente ou représentée, elle devra prendre rendez-vous avec le représentant ONF afin de réaliser l'étape de prise en charge des plants préalablement au démarrage du chantier. La réception administrative et qualitative du lot de plants est du ressort de l'ONF. Elle sera effectuée par l'agent ONF responsable du chantier suivant la méthode de contrôle par échantillonnage progressif définie par le guide « Réussir la plantation forestière » (Ministère de l'Agriculture, 2014), dont il appartient à l'entrepreneur de prendre connaissance.

L'entreprise demeurera responsable du stockage, de la conservation et de la surveillance des plants et des fournitures (piquets, protections) durant tout le délai entre leur réception et leur mise en place. Elle procédera après la réception au déplacement des caisses de conteneurs ou de mottes jusqu'à leur lieu de stockage, sur indications du responsable ONF du chantier, ainsi qu'à l'arrosage des plants. Elle demeurera responsable de leur arrosage durant tout le délai entre leur réception et leur mise en terre. En cas d'absence de l'entreprise titulaire à la réception des plants une réception contradictoire des plants entre l'ONF et le titulaire du lot sera réalisée au plus tard le jour de commencement des travaux.

Certains plants pourront avoir été préalablement traités par l'ONF au Trico ou à la chaux. Les plants traités seront mis à disposition du titulaire par l'ONF. Les plants traités pris chaque jour au local ONF doivent correspondre au nombre à mettre en place sur les parcelles pour la journée seulement. Les plants traités ne doivent pas être stockés ailleurs qu'au local ONF.

5.3. Période de mise en place

Les plantations s'effectueront hors période de gel ou sécheresse avérée. L'ONF se réserve le droit d'interrompre le chantier si les conditions climatiques ne permettent pas son exécution ou sont de nature à compromettre la bonne réussite de la plantation (neige, gel, vent, sécheresse, fortes pluies). Ces interruptions ne donnent pas lieu à indemnisation. Une prorogation de délai d'exécution d'une durée égale à la période d'interdiction pourra être accordée au prestataire.

5.4. Schéma de plantation et jalonnement temporaire

A l'ouverture du chantier, le représentant de l'ONF expliquera le schéma de plantation prévu au lot et précisera les éventuelles adaptations relatives à la configuration du chantier.

Le jalonnement des lignes de plantation selon les indications fournies par le représentant de l'ONF sera réalisé par l'entreprise titulaire à l'aide de ses propres fournitures, qu'elle récupérera en fin de chantier. En fonction du type de jalons utilisés, si après leur enlèvement il subsiste dans le sol des trous assez larges pour représenter des pièges pour la faune, l'entreprise titulaire veillera à les reboucher sommairement.

Les limites des zones à planter et le sens des lignes seront indiquées par le représentant de l'ONF.

Dans tous les cas, le schéma de plantation et les zones à respecter indiqués par l'ONF devront être respectés.

5.5. Outils préconisés pour la plantation

L'outil de plantation sera soumis à l'agrément du représentant ONF responsable du chantier. En cas de dérogation aux règles énoncées ci-dessous, l'entreprise titulaire sera tenue de se munir d'outils conformes.

Les pioches de plantation devront avoir une extrémité en pointe (pic), afin de creuser dans les sols à forte charge en cailloux, et une extrémité plate (fer plat). Chacune des deux parties devra mesurer au moins 25 cm. La largeur en bout du fer plat devra mesurer 8 à 9 cm, afin de pouvoir réaliser le décapage superficiel du terrain.

Dans le cas de plantation à la bêche, les bêches devront présenter une lame d'une longueur minimale de 20 cm et d'une largeur minimale de 10 cm. Les parois du trou creusé ne devront pas être lisses (voir article 4.11). Les lames des bêches de type Prouvé seront à pointe triangulaire.

5.6. Décapage superficiel du terrain

Le trou de plantation sera préalablement décapé sur une surface de 30 cm x 30 cm jusqu'à arriver au sol, afin d'éviter toute plantation dans le broyat (mulch), dans la végétation concurrente ou dans les résidus de coupe. L'entreprise titulaire veillera à enlever la ronce, l'intégralité de la couche herbacée et la fougère autant que possible.

5.7. Mise en terre des plants

La mise en place des plants veillera à respecter le schéma de plantation. La distance minimale des lignes de plantation par rapport aux limites de la parcelle ou de placeaux, ou aux limites de peuplements adultes, sera décrite dans le schéma de plantation transmis à l'entreprise titulaire par le responsable ONF du chantier. Les espacements entre plants sur la ligne, et entre lignes, seront à respecter par l'entreprise qui veillera, si nécessaire, à se munir d'une pige de repérage. Les chantiers étant susceptibles d'être soumis à subventions, le respect strict du schéma de plantation est impératif.

Dans certaines caisses de plants en mottes ou en conteneurs, il peut y avoir des plants ne répondant pas aux critères de qualité exigés et mentionnés dans le guide « Réussir la plantation forestière », du fait de la tolérance d'un pourcentage de plants défectueux. Sauf consigne particulière du représentant ONF, ces plants présentant des défauts rédhibitoires ne seront pas à mettre en terre : le planteur les laissera à au sol. Il sera toutefois veillé à ne pas appliquer de critères plus restrictifs que ceux du guide, au risque de manquer de plants pour terminer le chantier.

Sur les sols travaillés, le planteur appréciera avec le responsable ONF du chantier la présence éventuelle de poches d'air dans le sol préalablement à la mise en terre des plants. Notamment, en cas de décompactage du sol à la dent simple (sans ailettes) ou de travail du sol à une période non optimale, le responsable ONF précisera s'il demande la plantation dans la raie de sous-solage, ou en dehors.

Les plantations en potet manuel intégreront un ameublissement accru de la terre située autour du trou de plantation au moyen de coups de pioche ou de bêche supplémentaires, dans un rayon de 30 cm autour du plant, de manière à faciliter l'installation des racines. Cet ameublissement ne devra pas occasionner la création de poches d'air importantes.

Mise en terre des plants en conteneurs

Le trou de plantation sera réalisé à la pioche ou à la canne à planter, selon les indications mentionnées au bon de commande. Dans le cas des plantations à la pioche et si nécessaire après plusieurs coups de pioche, il sera réalisé manuellement un mini-potet. Pour éviter de créer une discontinuité entre la motte et le sol en place, le trou de

plantation sera suffisamment profond et un tassement du sol sera réalisé à la périphérie de la motte, sans brutalité de façon à ne pas blesser ou casser les racines. La terre devra être tassée autour du plant avec le plat du pied (et non pas le talon) sans forcer pour ne pas casser les racines, et en écartant tout résidu ou silex susceptible de blesser le plant au collet. On évitera la formation de cuvettes au pied des plants.

Le planteur pourra exercer sur le plant une légère traction au moment du tassement de la terre, afin de redresser les racines légèrement courbées, mais en gardant le collet du plant en dessous du niveau du sol. La tige devra être verticale et résister à une traction modérée.

Dans le cas des plantations à la canne à planter, l'entreprise titulaire veillera à enfoncer le tube dans le sol jusqu'à atteindre une profondeur légèrement supérieure à la dimension de la motte. L'orientation de la canne devra être parfaitement verticale. Après insertion de la motte dans le tube de la canne à planter, un mouvement de rotation sera opéré afin que la terre se dégage des mâchoires de la canne.

Le sommet de la motte sera situé légèrement en dessous du niveau du sol après tassement. La motte sera ensuite recouverte d'une couche de terre de 2 à 5 cm d'épaisseur faiblement tassée. On évitera de réaliser des cuvettes au pied des plants. Le collet des plants devra se situer au niveau du sol.

Les caisses et conteneurs, s'ils sont consignés, seront stockés par l'entreprise sur un lieu préalablement convenu avec le responsable ONF du suivi du chantier. L'entreprise demeure responsable de ces caisses et conteneurs durant toute la durée du chantier, il lui appartient de mettre en place toutes les mesures nécessaires à prévenir les dommages ou vols.

Si les caisses ne sont pas consignées, l'entreprise sera chargée de leur élimination et justifiera à l'ONF du traitement de ces déchets conformément à la réglementation en vigueur.

Obstacles ou semis sur les lignes de plantation

Si des obstacles du type chablis, houppiers, trous, pistes ou souches sont rencontrés sur la ligne de plantation, les plants seront mis en place dans la continuité de la ligne à une distance d'au moins 50 cm après l'obstacle, sauf consignes particulières de l'agent ONF responsable du chantier.

Dans les plantations en plein avec une fréquence faible à moyenne des semis, en cas de présence à moins de 50 cm de l'emplacement prévu pour le plant de semis d'essences indiquées comme à favoriser par le responsable ONF, le plant ne sera pas mis en place. Dans les autres cas (recrû plus abondant), les consignes seront précisées par l'agent ONF responsable du chantier.

En cas de changement d'équipe de planteur au cours du chantier, l'entreprise titulaire s'assurera que l'ensemble des consignes, le schéma de plantation et le plan du chantier sont connus et seront appliqués par la nouvelle équipe.

Le redressement et le rehaussement des plants sont à la charge de l'entrepreneur durant la période de garantie.

5.8. Mise en place des protections individuelles

Les plants à protéger par des protections individuelles seront indiqués par l'agent ONF en début de chantier. Les protections et tuteurs seront fournies par l'ONF. Elles consisteront en :

- une gaine rigide à mailles renforcées, de 1,20 m de hauteur et de diamètre 14, 20 ou 30 cm en fonction de l'essence à protéger ou un tube plastique rigide chevreuil de diamètre de 8 à 12 cm et de 1,20 m de hauteur ;
- un ou deux tuteur(s) en robinier ou châtaignier, hauteur 1,50 m et section 22x22, sciés 4 faces et époinçés ;
- un ou deux tuteur(s) bambou de hauteur 1,50 m et de diamètre 10/12 mm

La mise en place des gaines et des piquets associés pour maintenir la gaine ouverte et verticale s'effectuera au fur et à mesure de la plantation. Les tuteurs seront enterrés d'au moins 30 cm.

L'insertion des plants dans les gaines sera réalisée précautionneusement. La gaine devra protéger le plant dès la surface du sol et ne jamais dépasser de la hauteur du tuteur afin de ne pas se replier sous l'effet du vent et gêner la croissance du plant.

L'orientation des tuteurs maintenant les gaines souples se fera dans le sens du vent pour éviter l'enroulement des gaines autour du plant. L'extrémité supérieure des gaines doit être repliée sur 2 cm environ vers l'extérieur, afin d'éviter toute blessure aux plants par frottement.

Les gaines seront maintenues sur les tuteurs supports par des agrafes ou tout autre moyen proposé par l'entreprise titulaire et validé par le représentant ONF.

Dans le cas d'un agrafage, la fixation des protections au tuteur par 4 agrafes minimum sur chaque tuteur sera demandée, sauf spécification différente du responsable ONF de suivi de chantier.

Le repli éventuel de l'extrémité supérieure des gaines souples pourra être demandé sur spécification du responsable ONF de suivi de chantier.

Le redressement des tuteurs ainsi que la vérification de la fixation des gaines sur les tuteurs sont à la charge de l'entrepreneur durant la période de garantie.

5.9. Mise en place et peinture de jalonnettes de repérage de plants

Les jalonnettes en bambou de 6/8 à 12/14 mm de diamètre et de 0.9 à 1,5 m de hauteur seront fournies par l'ONF. Les jalonnettes seront peintes (20 cm minimum en pointe haute). Une ou deux couleurs pourront être demandées et appliquées en alternance. Les couleurs seront indiquées par le responsable de chantier ONF.

La mise en place se fera par enfoncement à la main à proximité du plant, en prenant garde le cas échéant de ne pas traverser le godet, tout en veillant à sa bonne stabilité.

Dans certains cas le repérage des plants pourra être fait avec des piquets fournis par l'ONF en châtaignier ou en acacia de 1,2 m de long, sciés 4 face de 22x22mm et épointés. Ils seront mis en place de la même manière que les jalonnettes mais à l'aide d'une massette à main.

5.10. Comptage des plants installés

Les lignes de plantation seront numérotées sur le terrain par l'entreprise (numérotation des lignes n°10, 20, 30, etc. indiquées sur des jalons). Le chef d'équipe consignera sur le calepin de plantation, au fur et à mesure de l'avancement de la plantation, le nombre de plants par ligne en distinguant les essences et les types de plants.

Ce calepin pourra être demandé à tout moment par le représentant ONF.

Le nombre de plants installés sera comparé au nombre de plants restant en jauge.

A défaut de ce mode de comptage, une méthode de comptage alternative pourra être définie d'un commun accord entre l'entrepreneur et le représentant du maître d'ouvrage. Cette méthode devra faire l'objet d'un suivi écrit et sera également consultable par le représentant ONF à tout moment.

6 PRISE EN COMPTE DES RISQUES ET DE LA SECURITE

Le titulaire veillera au respect des principes généraux de prévention des risques professionnels définis par la loi n° 91-1414 du 31/12/1991 (article L.4121-2 et suivants du Code du Travail). Il devra également respecter le décret 2016-1678 du 5 décembre 2016 relatif aux règles d'hygiène et de sécurité sur les chantiers forestiers et sylvicoles (compétences, EPI...). Par ailleurs, pour des raisons de sécurité, la durée du travail sur le chantier devra respecter la réglementation en vigueur.

La présence de tous réseaux aériens ou enterrés devra être prise en compte. La mise en œuvre de travaux à proximité de réseaux devra être conforme à la réglementation de Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux.

Une signalisation du chantier devra être mise en place par le titulaire exécutant les travaux conformément aux prescriptions et réglementations en vigueur.

Il appartient au titulaire de prendre toutes les mesures indispensables à l'organisation efficace des secours sur le chantier durant l'exécution des travaux.

Le titulaire sera tenu pour seul responsable en cas d'accident en relation avec l'exécution du chantier, ainsi que des dégâts occasionnés, lors de l'exécution des travaux, aux ouvrages existants de quelque nature qu'ils soient (y compris les voies d'accès au chantier, notamment en cas de conditions météorologiques défavorables, conduites d'alimentation en eau potable, égouts, gaz, lignes électriques et téléphoniques), aux bâtiments, clôtures et arbres, ainsi que de la dégradation des voies d'accès, de vidange ou des places de dépôt. Il aura à sa charge les frais occasionnés par ces dégâts.

De même le titulaire sera tenu responsable de tout dégât occasionné aux propriétés voisines par le fait des travaux ; les frais de remise en état seront à la charge du titulaire.

7 CONTROLE ET RECEPTION DU CHANTIER

Le suivi du chantier impliquera, a minima, les points de contrôle suivants :

- prise en charge des fournitures de protection (tuteurs, gaines ou tubes) et de repérage (bambous) aux lieux indiqués par l'ONF (sites de stockages ONF), approvisionnement sur le chantier ;
- approvisionnement sur le chantier : jalons, peinture, produits de traitement ;
- réception des plants et prise en charge des plants par l'entreprise ;
- mise en jauge des plants ou stockage et arrosage des conteneurs/mottes ;
- habillage des plants ;

- mise en terre des plants : contrôle de la rectitude, du niveau du collet, du tassement, de l'espacement des plants (respect du schéma de plantation) ;
- mise en place des protections individuelles ;
- peinture et mise en place des jalonnets ou des piquets de repérage des plants ;
- réalisation du traitement.

Ces différents points d'arrêt pourront, si nécessaire, prévoir l'arrachage de quelques plants, puis leur remise en terre rapide.

Le titulaire du lot avertira le représentant ONF chargé du suivi des travaux au plus tard la veille de ces points d'arrêt envisagés, afin qu'il puisse se rendre disponible pour procéder au contrôle et vérifier si la prestation est conforme aux prescriptions du présent CCTP, ou aux précisions stipulées dans le bon de commande du chantier.

La réception du chantier prévoira l'arrachage d'un nombre de plants réduit (environ 1 à 2%), choisis aléatoirement. En cas de constat d'irrégularités, le responsable ONF du suivi du chantier pourra décider d'arracher un nombre de plants supérieur, éventuellement concentrés sur certaines lignes ou zones en cas de différences manifestes au sein du chantier.

Les éventuelles réserves mentionnées au PV de réception devront être détaillées et assorties des conditions de levée des réserves : un contrôle au débourrement pourra notamment être prévu, à réaliser avant un délai à préciser au PV.

En cas de difficultés de débourrement constatées dans la plantation réalisée, ce constat sera documenté et consigné par le responsable ONF du suivi du chantier. Il pourra être utilisé pour l'interprétation des résultats de l'évaluation de la reprise des plants.

8 EVALUATION DE LA REPRISE DES PLANTS ET GARANTIE DE REPRISE

L'évaluation de la reprise des plants sera réalisée conformément aux préconisations du guide « Réussir la plantation forestière » (Ministère de l'Agriculture, 2014), dont il appartient au prestataire de prendre connaissance.

La détermination du taux de reprise sera réalisée contradictoirement entre le titulaire et l'ONF.

L'échantillonnage des plants faisant l'objet de l'évaluation de reprise sera réalisé par comptage statistique au taux minimal de 3 %, sachant qu'il est néanmoins recommandé d'adopter des taux de sondage plus forts, pouvant atteindre 10 % pour les petits chantiers de moins de 10.000 plants. Le taux de sondage sera conforme au protocole d'évaluation du taux de reprise en vigueur sur le territoire de la Direction territoriale ONF Auvergne Rhône-Alpes.

Le redressement et rehaussement des plants, le redressement des jalons, jalonnets, tuteurs et la vérification de la fixation des gaines sur les tuteurs sont à la charge du prestataire durant la période comprise entre la date de fin de plantation et la date d'évaluation de la reprise des plants. Le prestataire interviendra à la demande de l'ONF ou de sa propre initiative mais en ayant dans ce cas averti 2 jours ouvrés préalablement l'ONF.

Lorsque la détermination de la cause de la mort des plants le nécessitera, le comptage pourra être assorti d'un arrachage d'une fraction de plants morts, et éventuellement de plants vivants à titre de comparaison.

Le taux de reprise exigé sera de 80 %, par essence et par qualité, pour chaque chantier (plantation homogène d'un seul tenant, faisant l'objet d'un bon de commande).

Dans son offre, le titulaire intégrera les coûts de regarnis éventuels imposés par les présentes conditions de garantie de reprise.

Offre de base :

Le taux de reprise sera déterminé à partir du 1er octobre qui suit d'au moins 90 jours la réception des travaux de plantation, et avant le 31 octobre de la même année.

Le titulaire ne sera pas tenu responsable des mortalités résultant des éléments suivants :

- force majeure, éboulements, inondations, ravinements, glissements et reptations de neige ou avalanche ayant détruit ou emporté le boisement, incendie imputable à des tiers ;
- attaques d'animaux prédateurs ou parasites non imputables à l'insuffisance ou à la mauvaise qualité d'ouvrages de protection ou de traitements réalisés par le prestataire dans le cadre du marché ;

- sécheresse caractérisée définie à partir de 2 indices de Météo France (données spatialisées selon la grille SAFRAN au pas de 8 km x 8 km) :
 - Standardised Soil Wetness Index (SSWI) sur 3 mois (juin/juillet/août) ;
 - Standardised Precipitation Index (SPI) sur 3 mois (juin/juillet/août).

La sécheresse est caractérisée si la somme de ces deux indices est inférieure à – 2. Ces indices étant payants, l'ONF se chargera de leur acquisition auprès de Météo France et les transmettra au titulaire, pour la zone concernée par le chantier.

En dehors de ces cas d'exclusion, le titulaire sera tenu de regarnir la plantation de manière à atteindre le taux minimal de 80% de plants vivants. Dans le cas où il est avéré que la non atteinte du taux de 80% de reprise est de la responsabilité du prestataire, celui-ci aura à sa charge la fourniture des plants pour la réalisation des regarnis.

Variante imposée

Les candidats feront **obligatoirement** une offre de prix pour une variante sans garantie de reprise conformément à l'article 3.8 du présent CCATP. Pour cette variante et uniquement dans ce cas, le titulaire ne sera pas tenu responsable des mortalités subvenues.

9 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

9.1. Accord-cadre

- l'acte d'engagement et le bordereau des prix unitaires au présent marché ;
- le présent cahier des clauses administratives techniques particulières (CCATP) ;
- le cahier national des prescriptions des travaux et services forestiers (CNPTSF) et les clauses générales d'achat de prestations de services forestiers en forêt domaniale dans sa version 9200-17-DCC-SAM-001–version F – mai 2022 ;
- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance ;

9.2. Marchés subséquents

- Les marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre,
- le bordereau de prix unitaires joint aux marchés subséquents,
- le cas échéant, le mémoire technique.

A noter, les clauses générales d'achat des prestations de services forestiers en forêt domaniale et le cahier national des prescriptions des travaux et services forestiers, étant réputés connus par les opérateurs économiques et non matériellement joints au dossier de consultation, sont disponibles sur le site internet <https://www.onf.fr/onf/recherche/+2f::ventes-de-bois-et-achat-de-services-dexploitation-forestiere-ce-que-dit-la-loi.html>

10 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

10.1. Exécution par émission de bons de commande

10.1.1. Passation des commandes

Les commandes de prestations de service sylvicoles sont faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commandes émis après acceptation des propositions de commande validées par le titulaire, dans les conditions prévues aux articles 3.3 et 3.4.1. du présent CCATP.

Les propositions de commande, signées par la personne chargée de l'exécution du présent marché ou son représentant, peuvent être émises jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre. Les propositions de commande émises en fin de contrat pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre. Dans ce cas, la durée d'exécution maximale des propositions de commande sera de 2 mois.

L'envoi des bons de commande se fera à l'adresse de messagerie électronique indiquée par le titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre. Dès lors, en cas de changement d'adresse de messagerie électronique le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours

calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception. Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

10.1.2. Modification d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. L'ONF émet alors un bon de commande rectificatif. Le bon de commande rectificatif fait apparaître le nouveau délai de réalisation de la prestation modifiée. Les modalités d'indemnisations suivantes s'appliquent :

- Si un litige imputable au titulaire est à l'origine de la modification, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leurs utilités. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

10.1.3. Suspension d'un bon de commande

Les modalités de suspension d'un bon de commande sont régies par les dispositions de l'article 9.2.2 des CGA.

10.1.4. Résiliation d'un bon de commande

Les modalités de suspension d'un bon de commande sont régies par les dispositions de 11 des CGA.

10.2. Modalités de réception des prestations

Les opérations de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront réalisées conformément aux dispositions prévues à l'article 5 des clauses générales d'achat.

10.3. Evaluation des chantiers

Après chaque chantier, l'ONF évaluera la prestation du titulaire selon les trois critères suivants :

- conformité au cahier des charges,
- réactivité, respect délai exécution,
- rigueur, respect des procédures administratives,
- compétences et qualification des personnels,
- état et qualité du matériel,
- actions mises en œuvre pour améliorer la sécurité du chantier.

L'évaluation faite sera communiquée au titulaire.

11 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

11.1. Unité monétaire

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro.

11.2. Forme et contenu des prix

11.2.1. Nature des prix

Le présent marché est traité à prix unitaires.

Les prix sont fixés au Bordereau des Prix Unitaires de l'accord-cadre.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités constatées les prix unitaires indiqués à l'accord-cadre, majoré le cas échéant selon les contraintes du chantier.

11.2.2. Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

11.3. Modalités essentielles de paiement

11.3.1. Avance

Sans objet

11.3.2. Acomptes

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Le solde de l'accord-cadre sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le Titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre de l'accord-cadre, notamment du montant des pénalités.

Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

11.3.3. Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF **de façon dématérialisée** dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de consultation : 2025-8830-015 ;
- les références du bon de commande afférent : (n° en 47xxxx indiqué sur le bon de commande) ;
- le nom du service destinataire ;
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations
- les prix HT, TTC et la TVA;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.

Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'encart « C - Contractant » de l'acte d'engagement.

11.3.4. Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro d'engagement juridique :
Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format-47XXXX
- Numéro d'identification :
Le SIRET de la DT de l'ONF : 66204311600489
- Numéro de service exécutant :
Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

11.3.5. Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire de l'accord-cadre joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

11.3.6. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 40 jours maximum.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCATP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

11.3.7. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

12 PENALITES

Toute violation des clauses du présent marché pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues à l'article 13 des Clauses Générales d'Achat de prestations de services forestiers en forêt domaniale.

12.1. Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution de l'accord-cadre.

12.2. Retard imputable à l'ONF

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

13 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCATP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

14 ASSURANCE

Le titulaire de l'accord-cadre doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel de l'ONF ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'ONF ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande de l'ONF une attestation mise à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

15 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Toute violation des clauses du présent marché pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues à l'article 13 des Clauses Générales d'Achat de prestations de services forestiers en forêt domaniale.

15.1. Modalités de mise en œuvre

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

15.2. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

15.3. Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution de l'accord-cadre, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

15.4. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront conformes à la réglementation en vigueur.

15.5. Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr

16 REGLEMENT DES DIFFERENTS

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et, le cas échéant, la justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R.2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours doivent être adressés à : Tribunal administratif de Lyon - 184, rue Duguesclin 69433 Lyon cedex 03
Téléphone : 04 87 63 50 00 Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr Site internet : <http://lyon.tribunal-administratif.fr>